

**Rapport introductif aux rencontres internationales « Mondialisation »  
organisées par le PCF - les 7 et 8 février 2020**

Frédéric Boccara

**Que faire face à la mondialisation capitaliste ?**

**Quelle révolution pour un monde de partage et de coopération ?**

Bonjour

Merci à toutes et à tous d'être venu.e.s pour cette initiative... venu.e.s parfois même de très loin. Je voudrais souligner l'évènement que constitue cette rencontre : c'est la première fois depuis très longtemps que nous avons cette occasion d'échanges et de débats à l'initiative du PCF entre forces progressistes, syndicales et partis communistes, intellectuels, citoyens, forces associatives de la société civile venant d'une grande diversité de pays, ici à Paris, hors période de congrès du PCF. Et ce D'autant plus sur un sujet à la fois précis et transversal, la mondialisation capitaliste, avec une double exigence : construction pour une mise en œuvre et échanges théoriques. Certains me disent qu'il faudrait remonter à 1966, avec la conférence internationale de Choisy Le Roi sur le CME (capitalisme monopoliste d'Etat).

## **Introduction**

### **1- Je veux d'abord insister sur le contexte.**

Le contexte c'est d'abord l'importance de la mondialisation dans les consciences comme dans la réalité économique. Elle pèse dans les mentalités comme une contrainte empêchant d'envisager les possibilités de changement, d'alternative. Elle pèse avec sa logique, ses règles, ses acteurs (comme les multinationales) et ses institutions politiques ou financières.

Mais c'est une aussi une grande question anthropologique : de conception du monde, de se penser dans le monde : la question d'une humanité commune ... ou pas ! De plusieurs civilisations irréductiblement différentes et en chocs ? de la

domination impériale d'une partie de l'humanité sur l'autre, voire d'une partie du globe ? ou bien d'une civilisation commune à toute l'humanité ?

Car la mondialisation capitaliste a créé à la fois gravité, crise et un potentiel pour un monde commun.

## 2- Un bref retour dans l'histoire récente.

Ces dernières décennies nous avons connu, en plusieurs temps, une phase considérable de mondialisation économique. Elle a plusieurs causes. Nous reviendrons dessus. Trois forces fondamentales la travaillent : la révolution technologique informationnelle, la globalisation financière, et la profonde **crise** de suraccumulation du capital - une crise systémique, disons-nous, ouverte dès le tournant 1967-73, qui s'exprime par les difficultés du taux de profit profondes et récurrentes. Peut-être pouvons-nous, pourrions-nous, converger sur ce diagnostic que je viens d'énoncer ?

Globalisation financière et révolution technologique sont à la fois cause et effet. Elles sont aussi facteurs de transformations profondes, qui posent aujourd'hui la question de la maturation proprement révolutionnaire du système, avec une crise systémique inédite.

Au cœur de cette mondialisation en crise il y a le dollar US et les Firmes multinationales (ou *trans*-nationales). Il s'agit d'un dollar à l'impérialisme renforcé et de multinationales d'un type nouveau. Ce sont les deux questions majeures sur lesquelles nous pensons qu'il nous faut, que nous pouvons peut-être, avancer ensemble. C'est notamment pourquoi, au-delà de parler d'impérialisme, nous posons plutôt la question d'un néo-impérialisme. Caractériser l'impérialisme actuel est d'ailleurs une question que se posent de nombreux marxistes dans le monde.

A présent, la mondialisation est en crise profonde, sans même parler du nouvel éclatement financier qui menace. Nous sommes peut-être à un point tournant de l'histoire.

- La dite « guerre économique » déclenchée par Trump est significative. Plus généralement, le capital attise tout un ensemble de nationalismes, qui masquent ses responsabilités et l'idéologie néo-libérale. Nous récusons les nationalismes.

- Dans le même temps, le capital tente de proposer à d'autres la voie d'une intégration mondiale renforcée, une sorte de « global-libéralisme » pour intégrer à ses objectifs, avec des déclinaisons régionales comme la marche renforcée vers un fédéralisme européen, que nous récusons aussi.

Au fond, il y a une crise dans la mondialisation et la mondialisation est à la croisée des chemins.

Et les peuples montent au créneau, de Santiago du Chili à Bagdad, en passant par Beyrouth, Alger sans oublier l'Equateur, ni les manifestations mondiales mondiales de la jeunesse sur le climat. Ou bien ici, en France avec ce très profond et massif mouvement contre la réforme des retraites qui vise à baisser les pensions et reculer l'âge de départ.

Ainsi, un tout récent sondage de *Edelman Trust Barometer* réalisé dans 28 pays, représentant les deux tiers de la population mondiale, montre que 56% des sondés pensent désormais que « *le capitalisme tel qu'il existe fait plus de mal que de bien dans le monde* ». La mondialisation est bien en crise dans les consciences aussi.

Les Etats-Unis de Trump, et le capitalisme avec ses multinationales tentaculaires et sa globalisation financière folle, apparaissent pour la première fois depuis très longtemps porteurs d'un égoïsme mortifère. Or la montée des périls, ou des crises, tant climatiques que sociaux, des réfugiés, voire sanitaires ou militaires, exige coopération et action commune. C'est aussi pourquoi nous récusons les illusions rétrogrades de « dé-mondialisation », fausse radicalité. Nous récusons aussi les illusions de conciliation systématique avec la logique du capital financier, l'idée de « capitalisme domestiqué » travaillé par la social-démocratie mondiale. Il faudra certes des solutions « intermédiaires, des compromis viables pour avancer, mais avec une visée tout autre.

Et dans le même temps, on observe que la Chine semble chercher une voie coopérative aux relations économiques, une conception « gagnant/gagnant » (« *win-win* »). Elle peut apparaître même comme facteur de stabilité. Au-delà des profondes contradictions (démocratie, dualisme avec le capital financier), cela reporte en quelque sorte les attentes sur nous. D'où le besoin urgent de travailler à promouvoir des voies alternatives, porteuses de sens, à la hauteur,

cohérentes et viables, les promouvoir tant dans les idées que dans des initiatives politiques ou de lutte.

- L'hypothèse que nous faisons, c'est que se **cherche une nouvelle phase** dans la mondialisation.

C'est pourquoi nous posons d'emblée, dès le titre de notre colloque, la question d'un monde de partage et de coopération.

Le besoin d'une nouvelle logique est fort.

Pour me faire comprendre je prendrai deux exemples :

- a) Suffit-il de faire payer des impôts aux multinationales (comme solde de tout compte) tout en leur laissant polluer la planète, menacer le climat, menacer les libertés individuelles et démocratiques, détruire l'emploi et déstabiliser les systèmes sociaux de pays entiers ? Ou faut-il leur imposer de produire autrement ? D'autres décisions ? une autre gestion ? Et si oui, comment ? Où les attraper ?
  
- b) Les apports budgétaires (fiscaux) des pays suffiront-ils pour un fonds mondial pour le climat ? sachant qu'il faut des sommes énormes et qu'on n'y arrive pas jusqu'à présent, sachant que dans le même temps, des milliers de milliards vont tous se placer en dollar aux Etats-Unis et que toutes les opérations financières explosent, sachant qu'il faudra aussi des milliards pour les migrations, pour la protection sociale et pour les services publics dans le monde entier, sans compter ce qu'il faudra pour répondre à la récession et à la crise financière qui se profilent. Ou faut-il mettre en cause le monopole d'attractivité du dollar ? Le rôle actuel des banques centrales ? faire levier sur la création monétaire mondiale ? Poser la question du FMI ? des milliards de liquidités déversées par les banques centrales dans le monde ? Et de leur orientation !

Même Kenneth Rogoff (ancien *chief economist* du FMI) doute. Il dénonçait hier même (jeudi 6 février, *Les Echos*, page 12) : « *l'illusion de la politique budgétaire comme rempart face à la récession* », il insiste « *la solution idéale ne consiste pas à écarter la politique monétaire mais à trouver les moyens de renforcer son efficacité* ». Cela en dit long sur l'inquiétude, comme sur le désarroi des élites financières mondiales car, tout en insistant sur la politique monétaire, tout en prenant acte d'un certain échec, il ne propose que de « renforcer », c'est-à-dire faire « mieux » la même chose !! Et il ne dit pas un mot du dollar, ni du FMI.

- **En France** avec la réforme des retraites, la conciliation entre les besoins de profit du grand capital et les besoins de dépenses pour les retraites, un temps possible, est remise en cause. D'où la brutalité de l'attaque. D'où aussi la prise de conscience accélérée, la repolitisation à vitesse grand V de la société française et de notre peuple. D'où aussi le besoin d'alternative : le *statu quo* n'est plus possible, pour le camp du progrès social non plus.

Il faut une tout autre mondialisation, avec des institutions nouvelles et/ou refondues.

Et au fond viser à transformer toute la régulation : les règles (de circulation des capitaux, par exemple, ou de comparaison des produits par le seul prix), les régulateurs concrets (les mettre en cause : taux d'intérêt, rentabilité financière), les réglages (politique économique et gestion des entreprises).

### **3- Un nouvel internationalisme**

Nous voulons développer un nouvel internationalisme, Igor l'a aussi affirmé.

Au-delà de relations diplomatiques, au-delà de relations de solidarité, et pour les renforcer il y a besoin d'avancer dans le sens de batailles communes et de voir que l'économie est fondamentale dans les batailles communes internationales possibles et nécessaires.

Nous récusons l'enfermement dans le couple « Etat/marché », car elle fait le silence sur deux acteurs majeurs : les entreprises et les banques. Or ce que font les entreprises et les banques est peut-être la question décisive, et donc l'action

sur les entreprises et les banques. Par exemple, il nous faut conquérir des pouvoirs, créer des institutions nouvelles pour donner aux peuples les moyens d'agir démocratiquement sur les entreprises et les banques, et bien sûr sur les territoires.

Cette rencontre est une rencontre qui vise à « comprendre pour intervenir », intervenir où et sur quoi, avec qui, comment et dans quel but, et à commencer à s'organiser pour cela.

#### **4- Un monde nouveau**

Il faut voir, enfin, à quel point ce monde est nouveau : révolution informationnelle, révolution monétaire (de libération du lien à l'or), révolution démographique, révolution écologique, et même révolution militaire (avec la bombe nucléaire).

Révolution des forces productives donc, mais sans qu'une révolution des rapports sociaux de production, de consommation, de répartition et de circulation, n'ait eu lieu. C'est dire le besoin de révolution sociale ! Et ces questions se jouent pour une grande part dans l'économie et sur dans leur dimension mondiale. C'est dire le besoin de mettre en mouvement une autre mentalité, une autre conception « morale » de la vie, une autre « anthroponomie », pour mettre en mouvement les changements économiques indispensables dans une ambition de civilisation nouvelle, de partage et de paix pour l'humanité toute entière, de développement des biens communs.

Nous avons besoin de comprendre ce qui se joue, comment les données objectives ont changé, avec une analyse marxiste de notre temps, en les insérant dans le débat, mais aussi de formuler des propositions affrontant cette nouveauté, à l'appui des luttes sociales et politiques.

Après cette longue introduction, je veux à présent entrer dans le vif du sujet.

## I. D'abord un bref état des lieux économique

La mondialisation économique c'est d'abord les **exportations et importations de biens** qui se sont démultipliées dans le monde, à une vitesse bien plus grande que la croissance des richesses produites (le PIB) : les exportations mondiales de marchandises ont quintuplé de 1990 à 2018 (x5,3) contre une multiplication par 3,8 pour le PIB (y compris inflation, dans les deux cas, source OMC).

Ce sont aussi les **exportations et importations de services** qui sont se accrues encore plus vite : multipliées par 7,8 durant la même période (hors tourisme, source OMC).

Mais ce sont encore les **mouvements de capitaux** qui ont décuplé et l'ouverture plus ou moins forte de tous les pays à ces flux de capitaux. Ces mouvements de capitaux ont à la fois une dimension spéculative et une dimension de prise de contrôle d'entreprise entre les pays (les fameux IDE, mais aussi les Investissements de portefeuille). Ainsi les stocks de capital détenus dans les entreprises pour une participation de plus de 10% (IDE) ont été multipliés par 12 depuis 1990 et les flux d'investissements de portefeuille représentaient 3.000 Md\$ en 2017. Ensemble, le stock des investissements étrangers dans les pays, directs et de portefeuille, représente plus de 100% du PIB mondial.

Cela a une conséquence, sur un autre flux : les dividendes et **revenus du capital étranger**. Ils ont pris une part considérable, non seulement dans les flux internationaux mais aussi dans le revenu national de nombreux pays, soit en prélèvement sur celui-ci, soit en apport à celui-ci. Ils ont globalement décuplé eux aussi.

La mondialisation économique, ce sont aussi les **monnaies**, à la fois la variabilité des taux de change, mais aussi le poids du **dollar**, première monnaie mondiale de facturation, mais aussi, surtout, première monnaie de réserve internationale (50% des détentions transfrontières de devises, d'après la BRI<sup>1</sup>) et peut-être, surtout, de crédit (50% des crédits bancaires internationaux<sup>2</sup>).

C'est aussi les flux de **travailleurs** et de **population** entre les pays.

---

<sup>1</sup> Banque des règlements internationaux, bulletin statistique, Table A1.1

<sup>2</sup> Idem, Table A6

C'est bien sûr, les flux de **technologie**, sous forme d'information et de connaissances entre les pays. Des technologies utilisées dans le monde entier. Les paiements de redevances et droits licence auxquels leur utilisation donne lieu en donnent une trace très imparfaite. Ils ont pourtant été multipliés par 11,3 de 1990 à 2016.

C'est aussi la **production internationale**, avec l'essor sans précédent de chaînes d'activité et de valeur mondiales, en lien avec le développement des multinationales, se développe une véritable co-production mondiale.

Les firmes multinationales (FMN) emploient aujourd'hui plus de 80 millions de salariés directement dans leurs filiales à l'étranger (selon la CNUCED<sup>33</sup>), sans compter leurs salariés dans les maisons-mères ni les sous-traitants ! Et la valeur ajoutée de leurs seules filiales étrangères représente plus de 10 % du PIB mondial !

Ce sont enfin des **institutions internationales** (zonales et/ou mondiales). Avec la scission complète et scandaleuse entre d'une part l'ONU et ses institutions et d'autre part toutes les institutions économiques et financières, à commencer par le FMI, mais aussi la banque mondiale, l'OMC, ... Rappelons qu'au FMI le dollar joue un rôle pré-éminent, et les Etats-Unis y dispose d'un droit de veto de fait.

Ces institutions internationales ont joué un rôle décisif pour l'ouverture internationale, et pour décupler tous ces flux économiques en instaurant tout un ensemble de règles.

\*\*\*

Je veux insister sur le développement des multinationales, qui à mon avis est le phénomène peut-être le plus important de cette mondialisation capitaliste. Elles sont d'ailleurs au confluent de tous les mouvements que nous avons évoqués.

Depuis 1990, leurs effectifs à l'étranger depuis 1990 ont quadruplé (x3,8). Et la valeur ajoutée de leurs seules filiales étrangères a été multipliée par 7,8 (en dollars courants), soit deux plus vite que le PIB. Quant à leur capital total (les « actifs » des sociétés étrangères) il a été multiplié par 24,6, y compris bien sûr l'inflation financière.

---

<sup>33</sup> La CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement) est une émanation des Nations Unies. Les chiffres donnés ici proviennent de la vue d'ensemble du *Rapport sur l'investissement dans le monde* (WIR) de 2017, p. 13.

En France, par exemple, la moitié des salariés de l'ensemble des entreprises est directement employé par une FMN. Et les FMN françaises ont, en moyenne, la moitié de leur effectif mondial dans des filiales situées à l'étranger.

Elles sont travaillées on l'a dit par les transformations technologiques et par la globalisation financière, ainsi que par la crise d'efficacité.

Pour les analyser il nous faut faire un passage par la théorie.

Nous avons besoin de théorie parce que nous avons à faire à un monde nouveau, toujours capitaliste certes donc les analyses de Marx restent valides, mais nouveau dans le même temps. Donc il nous faut développer au-delà, comme y insistait Paul Boccara, et comme il s'y est employé toute sa vie, se tuant littéralement à la tâche. Pour comprendre ce qui se cherche, ce qui se travaille, ce que recherchent les luttes, ce que l'on peut viser.

## II- Le cadre théorique

### 1. L'héritage de Marx

Marx a écrit "Le Capital", et non "Le Travail" ...

En disant cela, je veux insister sur le fait qu'il a montré le rôle central du capital dans la logique du capitalisme et dans les crises. Cette logique a apporté un énorme progrès par rapport au féodalisme, comme non seulement Marx mais aussi Lénine aimait à le rappeler.

Mais le capital est aussi, selon les propres mots de Marx une « barrière » à l'accumulation elle-même, et à un véritable développement social durant les crises de suraccumulation. Marx a souligné tout particulièrement le rôle du taux de profit (dans le livre III du Capital), le taux de profit étant le régulateur central du système, comme nous le désignons aujourd'hui après Paul Boccara. Un régulateur n'est pas une personne. Un régulateur tend à imposer sa logique, son niveau, etc. à travers des institutions, des pouvoirs et une culture.

La question de la "régulation" du système, de changer cette régulation elle-même, a été bien trop négligée après Marx. C'est pourtant ceci qu'il développe dans le chapitre 51 du livre 3 de Capital, qui en constitue une sorte de conclusion et dont je conseille la lecture. La régulation capitaliste opère au cours de la vie

économique « normale » aussi bien que par le biais de crises catastrophiques, crises dans lesquelles nous devons distinguer celles correspondant à des cycles de moyen terme et celles correspondant à des cycles de longue période.

La régulation comprend trois aspects : les régulateurs, les règles et les réglages.

Par contraste, il a été donné trop d'importance à la question de la propriété du capital. La propriété du capital est importante, seulement dans la mesure où elle aide à imposer une autre logique que celle de la rentabilité, à changer cette logique.

Dans le même ordre d'idées, la question de la monopolisation devrait aussi être comprise comme celle d'un monopole sur l'utilisation des moyens financiers, assurant le monopole sur les décisions économiques, comme la production et l'emploi, ou encore sur les décisions technologiques, avec un niveau national et un niveau international voire mondial.

Ainsi, au cœur du message principal de Marx, il y a l'idée que le capital et la monnaie c'est politique. Il faut bien comprendre cela. Cela implique les institutions existantes, mais aussi de possibles institutions nouvelles, à créer pour conquérir des pouvoirs communs sur les moyens financiers, et les orienter, en visant à faire dominer une autre logique et non pas à compenser la logique dominante ni à l'accompagner.

Bien sûr dans Marx il y a aussi la dialectique, le matérialisme historique, l'aliénation et l'exploitation (couples jumeaux qui s'entretiennent), l'analyse de la marchandise et de la valeur, la force de travail comme marchandise spécifique au capitalisme, la découverte de la plus-value, etc.

## **2- La crise et la suraccumulation**

La dite crise financière de 2008-2009 a été l'éclatement d'une suraccumulation de capital, en ligne avec l'analyse de Marx, montrant que le taux de profit est au cœur de la régulation du capitalisme, régulation qui agit par crises de surproduction et par le chômage.

Marx montre aussi que la recherche du taux de profit le plus élevé correspond à un type de croissance de la productivité du travail total, par croissance prioritaire des dépenses pour le capital (matériel et financier).

Mais il existe une contradiction croissante entre le taux de profit (Profit/Capital) et l'efficacité du capital (Valeur ajoutée/Capital), ainsi qu'une contradiction entre la masse de profit et ce que nous appelons la « valeur ajoutée disponible » pour la population et le territoire (VAd). Ces contradictions tendent à mettre en question les conditions sociales et même la durabilité écologique de notre système économique. C'est une base potentielle fondamentale, et considérable, pour d'ambitieuses alliances d'un nouveau type (entre motifs sociaux et motifs écologiques).

La crise prend place au sein d'une longue tendance dépressive ouverte au début des années 1970. En effet, poussant l'analyse des crises par Marx, notre analyse marxiste (développée par P. Boccara) distingue les cycles de moyen terme (les Juglar) et ceux de long terme (Kondratiev), dont les tournants à la baisse correspondent à des crises de suraccumulation.

Qu'est-ce que la suraccumulation ? C'est un excès de capitaux, non pas en soi, mais par rapport à la **rentabilité** exigée. Derrière celle-ci se situe l'**efficacité** du capital. Dans une lutte de classe intense, on a assisté à un énorme effort pour accroître la part des profits dans la valeur ajoutée en s'attaquant aux dépenses salariales et sociales, à précariser les salariés, et on a assisté à des transformations technologiques profondes permettant d'éliminer des salariés, d'accroître la productivité avec moins de salariés mais mieux qualifiés. Mais comme dans le même temps il a fallu mettre une masse de capital beaucoup plus importante, cette masse de capitaux l'a emporté, tirant l'efficacité vers le bas, et donc la rentabilité et le taux de profit. Cette masse de capital c'est tout particulièrement les capitaux financiers surévalués mais aussi ceux qui servent à constituer les multinationales, à prendre le contrôle des entreprises à travers le monde.

Comme la rentabilité est en difficulté, cela développe des cercles vicieux : on précarise encore plus l'emploi, on écrase les services publics et les dépenses sociales. L'efficacité productive globale s'en retrouve dégradée, avec une insuffisance de salaires, des qualifications, de la sécurité de l'emploi, des inégalités croissantes et une croissance financière renforcée.

\*\*\*

Nous avons pu montrer, dans un travail statistique sur les données de l'Insee, avec Clément Roll, (1) d'une part que l'apparition des difficultés se situait bien au tournant des années 1960-70, avant le dit « choc pétrolier » d'octobre 1973, (2) d'autre part que les efforts pour redresser le taux de profit en agissant sur le partage de la valeur ajoutée avaient pu sembler opérant durant un temps (avec une conjonction de surexploitation : écrasement des salaires et des salariés mais aussi élévation des qualifications par une modernisation diminuant le nombre de salariés par équipement matériel). (3) Mais aussi que le taux de profit avait ensuite connu des difficultés importantes, renforcées bien sûr après la crise de 2007-2008. C'est qu'ils ont été contrecarrés ensuite par l'accumulation de capital financier, par les problèmes d'efficacité liés à la précarité et à l'insuffisance de dépenses salariales ou de formation, ainsi que par la demande insuffisante (salaires, dépenses publiques et sociales).

Mais un redressement d'efficacité de la partie « équipements matériels » du capital, les machines, semble avoir eu lieu en France, ainsi que, semble-t-il, aux Etats-Unis d'après d'autres travaux. Il y aurait lieu de lancer un grand travail de diagnostic, d'échanges et de comparaison entre marxistes des différents pays sur ces questions de l'évolution de la rentabilité des capitaux et de ses facteurs sous-jacents.

\*\*\*

Je ne reviens pas sur la façon dont les **phases de suraccumulation de longue période** ont jusqu'ici été résolues et surmontées par des transformations du système. Cela renvoie à toute la construction théorique de Paul Boccara sur la base de Marx mais au-delà, avec son analyse en termes de « suraccumulation-dévalorisation » au fondement de la théorie du CME (capitalisme monopoliste d'Etat) et de sa crise. C'est notamment la dévalorisation systémique du capital qui est au cœur de celles-ci (dévalorisation signifiant mise en valeur du capital à un taux plus faible que le taux de profit moyen, voire à taux zéro) avec de nouvelles institutions créées et imposées par les luttes sociales<sup>4</sup> en relation dialectique avec de nouvelles conditions objectives : technologiques et démographiques.

---

<sup>4</sup> Par exemple après la seconde guerre mondiale : les « *Public Utilities* » aux Etats-Unis ; en Europe les nationalisations (entreprises publiques) et la sécurité sociale ; sans oublier la création monétaire et le rôle des banques centrales, jusqu'à la création du FMI avec Bretton-Woods.

\*\*\*

Depuis les années 1970, les réactions du système dans son ensemble ont été multiples.

Elles ont contribué à amener la globalisation financière et une révolution technologique informationnelle.

A travers cela, le système capitaliste a cherché, tout en se transformant à maintenir sa logique profonde : priorité au profit et à l'accumulation, comme deux jambes.

Le couplage entre **capital financier et firmes multinationales** est au cœur du mécanisme qui s'est mis en place. Il s'agit du capital financier au sens de Lénine et de Hilferding : pas la « finance » pure coupée de l'activité réelle productive, mais par les titres financiers qui réalisent une unité entre activité productive (industrie et service) et finance (banques ou institutions financières), de façon transversale aux pays. Le titre financier est une sorte de « capital pur », l'essence du capital. Il combine deux logiques (1) celle de « l'argent pour l'argent » une valeur qui s'accroît d'elle-même, en apparence (2) celle d'un pouvoir sur la production et la gestion (investissement, embauche, répartition des revenus), qui peut en outre agir à distance dans différentes localisations et différents pays.

**C'est ce capital financier qui, pensons-nous, est notre ennemi, ou du moins notre adversaire commun, dans le monde entier.** Adversaire commun contre l'emploi, particulièrement dans les pays capitalistes développés, adversaire contre la sécurité sociale dans tous les pays, contre les services publics, la santé, l'écologie, contre les biens communs. Et ceci même si la production dont il tire au fond ses profits a besoin de toutes ses dépenses. C'est d'ailleurs la contradiction fondamentale du capitalisme.

### **Notre tâche**

Notre tâche ne peut pas être simplement de la limiter la logique du capital ou d'en compenser les conséquences. **Il faut une autre logique.** Et ceci d'autant plus avec les défis des changements considérables, effectifs et potentiels, apportés par les différentes révolutions des forces productives sociales.

Cela nécessite un nouveau progrès des idées, de la théorie, mais aussi du programme et des propositions, et même un dialogue international et une recherche de coordination nouvelle entre forces au niveau international.

Si on ne change pas cette logique elle-même, nous allons être affectés par l'éclatement d'une nouvelle suraccumulation, y compris cette fois-ci de l'intérieur des pays émergents (Brésil, Turquie, Argentine, voire Chine, ...) avec des conséquences encore plus terribles pour les peuples que la fois précédente. Venant après la précédente et ce qui avait été prétendument mis en place pour prévenir une nouvelle crise, elle pourrait faire surgir un désarroi aux conséquences politiques d'une grande gravité.

### **Que signifie « une autre logique » ?**

C'est la logique du développement des capacités humaines et d'une nouvelle efficacité économique.

Les services publics, la protection sociale et l'emploi sont au cœur de cette logique en lien étroit avec, du côté des entreprises, des critères de gestion alternatifs à ceux de la rentabilité. Et ceci à la fois pour tirer la demande et pour agir sur l'offre, pour un nouveau type de productivité.

L'abolition de la logique capitaliste n'est pas la suppression mécanique de ce qui existe dans la société capitaliste. Une abolition réussie demande de répondre aux problèmes objectifs auxquels le capitalisme lui-même tente de répondre : non pas régresser par rapport aux marchés mais dépasser les marchés.

Ainsi, nous avançons l'idée d'un dépassement « cohérent » des 4 marchés fondamentaux du capitalisme, tout en conservant ses souplesses mais sans ses rejets au chômage ou dans la misère : marché du travail / marché des produits (avec les entreprises capitalistes et leurs critères de gestion) / marché financier et de la monnaie / marché international, qui est transversal aux trois précédents. Je n'entrerai pas ici dans le détail de cela.

### **3- La révolution technologique informationnelle et les multinationales**

C'est le changement fondamental sur lequel il me faut m'arrêter.

Un siècle et demi après *Le Capital* de Marx, 80 ans après *La Théorie Générale* de Keynes le monde a changé. Pour partie grâce aux luttes et à la créativité des travailleurs, des femmes et des hommes.

Qu'est-ce que nous entendons par « révolution informationnelle » ?

- Une véritable révolution objective des forces productives sociales
- Sans que la structure sociales, les rapports sociaux, n'aient changé, ni leur conception mentale, même si les changements frappent très fort à la porte.
- C'est donc une révolution des forces productives qui, par hypothèse, exigerait une révolution sociale, à la fois économique et anthropologique.

a- Sa définition

Présentons-la par contraste avec la révolution industrielle. Je m'appuie là sur les travaux de Paul Boccara.

**Dans la révolution industrielle**, on remplace la **main** du travailleur maniant l'outil par une machine maniant l'outil : la machine-outil. Cela permet de démultiplier la puissance productive du travail, mais les équipements matériels deviennent prioritaires, la catégorie de capital se développe alors peu à peu, comme une réponse trouvée par nos sociétés pour tirer parti de cette avancée technologique. C'est tout le capitalisme : à travers des maux considérables et des crises, mais cela a été un progrès par rapport au féodalisme, et cela peut l'être pour de nombreuses régions du monde.

**Dans la révolution informationnelle**, les activités sur les informations deviennent prédominantes. On remplace certaines activités du **cerveau** humain, les activités de transformation de l'information, par des machines informationnelles, les ordinateurs. Cela concerne transfert d'information, sa reproduction, sa transformation et même certaines créations d'information. Ces informations et leur maniement sont directement incorporées dans les équipements.

Pour fixer les idées, comme information, pensons à la formule chimique pour fabriquer un médicament, le paracétamol par exemple. Et voyons l'ensemble de programmes qui permet d'implémenter dans les machines les opérations de fabrication du médicament. Voilà donc l'information dans les machines, avec une séparation nouvelle, inédite entre information et êtres humains et une nouvelle articulation aux machines.

### **b- Quelle est la nouveauté économique ?**

Je m'en tiendrais à quelques-unes.

#### Principes de fonctionnement

- Une information, cela se **partage** contrairement à un équipement matériel. Quand je la donne, je l'ai encore, comme l'information que je viens de vous délivrer, contrairement à un objet comme mon téléphone portable : si je vous le donne je ne l'ai plus. Cela entre en contradiction avec la logique marchande d'appropriation exclusive sur un marché, même si le capitalisme tente de récupérer aujourd'hui cette logique.
- De plus, si je partage l'information avec des gens très informés, très éduqués, elle va **s'améliorer par le partage**, par la discussion et le retour, l'interaction. Comme durant ces deux jours de rencontre internationale. : C'est un tout autre fonctionnement que le capitalisme : j'ai besoin de l'autre et de sa créativité pour être créatif.
- Enfin, et peut-être surtout, concernant les multinationales : Une information **elle peut être ici et là, à la fois**. Dans plusieurs endroits à la fois. Notamment quand cette information peut être partagée au sein d'un réseau d'une multinationale entre ses filiales du monde entier. Alors qu'une machine est située dans un seul endroit.

#### Coûts

- **En termes de coûts**, une fois que le réseau existe (et que les gens sont qualifiés) le **coût de partage** est quasi-nul. Tandis qu'une machine pour l'avoir ici et là, il faut la payer deux fois !

- Or le **coût de création** d'information est très élevé. Ce sont les dépenses de R&D, notamment. Elles demandent donc des avances importantes avant d'avoir produit, d'où l'importance du crédit ou des accumulations financières préalables.

- Mais une fois mise au point, comme la formule du paracétamol et les programmes pour le produire, **son coût peut être étalé comme un coût fixe** sur toute la production de la multinationale. Il fonctionne comme un coût partagé.

C'est donc **une énorme incitation à développer des multinationales gigantesque et d'un type nouveau** : visant l'efficacité par le partage monopolisé en leur sein, et non plus seulement les multinationales traditionnelles de prédation des matières premières dans les pays. C'est un partage potentiellement mondial, donc plus efficace que dans certains monopoles publics nationaux, par définition plus petites.

Mais ce partage se fait au service de l'accumulation du capital et du profit, contre le développement des êtres humains, contre la planète. En outre, il nécessite en quelque sorte de « monopoliser » le partage au sein de ces grands ensembles privés que sont les multinationales. Ainsi au lieu d'être peu coûteux, il va nécessiter des dépenses financières gigantesques pour prendre le contrôle de filiales dans le monde entier, ces dépenses peuvent contrecarrer les gains d'efficacité réels, dus à la révolution informationnelle.

Dans la réalité, on a presque toujours la combinaison des deux types « purs » de multinationales : la multinationale « prédatrice » de matières premières (ou de ressources naturelles) et la multinationale de « monopole du partage » des ressources informationnelles. Par exemple, le partage monopoliste des technologies pour extraire le pétrole permet une domination renforcée, néo-coloniale, même sur les pays ayant nationalisé leurs entreprises de production pétrolière... Il faut voir tout à la fois la nouveauté et comment le nouveau vient, aujourd'hui renforcer l'ancien. Ceci parce que le nouveau reste pénétré de la logique ancienne, celle du capital.

### **c- Fonction et forme de la FMN de la révolution informationnelle et du CME en crise**

Il faut distinguer forme et fonction de la FMN. Ainsi, je propose de voir la FMN comme répondant à une **fonction nécessaire** : le partage des ressources informationnelles, mais aussi financières et autres, pour la co-production

mondiale. Voire une fonction de développement des ressources elles-mêmes, mais alors en conjugaison avec les services publics.

Mais elles le font sous une **forme actuelle perverse** de réseau de contrôle par un capital financier. Cette forme comprend deux aspects : une appropriation privative et la recherche de valorisation financière de ce capital par le profit maximal, ou la plus-value boursière.

Il faut donc opposer fonction nécessaire et forme (ou logique), à remettre en cause.

Au cœur de cela, les FMN basent leur fonctionnement sur des transferts de ressources et sur des monopoles de pouvoir. **Transferts financiers de valeur** en leur sein : des **tuyaux** sont disposés entre les pays, des **nœuds** sont à certains endroits adéquats, où l'on dispose par exemple la propriété des brevets, ou les capitaux d'une holding. Ils vont attirer les transferts de valeur. Et puis des éléments de réglage sont situés, comme des **robinets** dans cette tuyauterie : les prix de transferts, notamment, les règles de fixation des royalties, ou bien les taux d'intérêt sur des prêts entre sociétés de la même multinationale, situées dans des pays différents (prêts intra-groupes). Cela permet de faire « remonter » les richesses créées où on veut, et même de les faire apparaître comme si elles n'étaient pas créées là où travaillent les salariés. **Le monopole de pouvoir** porte sur la fixation des prix de transfert, les décisions de localisation de ces actifs dits « immatériels », prenant la forme de titres financiers, mais aussi sur la cession de ces actifs. Et bien sûr aussi sur les décisions d'investissement, d'embauche, les décisions de recherche et de production.

Si l'on revient au fonctionnement économique « classique » (décrit par tous les économistes classiques depuis Adam Smith jusqu'à Marx<sup>5</sup>) avec un facteur travail vivant et un facteur équipements matériels. Chacun de ces facteurs est situé dans un seul pays à la fois, mais à présent s'ajoute une sorte de facteur supplémentaire, global, transversal aux pays : l'information. Avec l'information, on n'a pas « un facteur dans un seul pays ». On peut montrer que cela met en cause toute la théorie classique dite de « l'avantage comparatif » d'un pays sur un autre : non seulement le pays où est enregistré l'avantage est conventionnel,

---

<sup>5</sup> Marx est le dernier des classiques et le premier des marxistes. Et précisément, après lui, les économistes qui ont voulu le réfuter et le combattre, comme Jevons, Menger ou le français Walras, se sont appelé « néo-classiques ».

cela dépend des règles d'imputation des coûts, mais en outre, l'utilisation des résultats de cet avantage peut se faire dans n'importe quel autre pays. Un avantage ne re-développe pas l'avantage, ne re-développe pas nécessairement ladite « spécialisation internationale » efficace. Il va surtout là où on enregistre les moindres coûts. Bien sûr l'évasion fiscale fait partie du tableau.

Notons que les multinationales jouent sur l'opposition entre facteur global et coût local, faisant assumer tous les coûts globaux (la RD, par exemple) à un pays en les traitant comme des coûts locaux pour les mettre en concurrence avec les coûts locaux d'autres pays.

Mais il faut voir que du coup l'activité réelle, le travail effectué, ne va pas coïncider du tout avec la localisation des valeurs elles-mêmes. Je crois qu'il est donc très important de distinguer chaîne de **valeur** et chaîne **d'activité**. Elles ne se superposent pas du tout ! D'ailleurs les groupes multinationaux travaillent énormément là-dessus lorsqu'ils ajoutent telle filiale de services en Suisse, ou telle holding de ventes de licences et de perception de *royalties* aux Pays-Bas ou en Irlande, pour y enregistrer la valeur des « revenus »... Revenus créés pourtant par une activité effectuée ailleurs, voire créée dans différents endroits à la fois.

### **III. Conséquences, politique économique et néo-impérialisme**

#### **a- Conséquences**

Les transferts, transferts pour le capital et pilotés par lui, sont ainsi au cœur du fonctionnement de ces multinationales. Ils sont indissociables des institutions financières et de la possibilité d'être fluides, liquides et valables partout. Cela renforce l'importance du dollar, qui joue ce rôle-là. Et cela permet de comprendre l'importance accordée par le FMI à l'ouverture des comptes financiers de balance des paiements, ou des comptes de services. Cela se situe au cœur du néo-impérialisme, comme on va le voir.

Car ces transferts prennent la forme de services. Ils sont, pour partie retracés dans des lignes de balance des paiements.

Ainsi, dans un travail en cours avec Laurence Nayman, économiste au Cepii, nous avons pu utiliser les balances des paiements du monde entier et construire un indicateur d'évaluation de ces transferts. Il rassemble (dans des proportions adaptées) les intérêts des emprunts intra-groupes, les royalties, paiements technologiques, services informationnels, les frais de gestion, et bien sûr les dividendes. Il en manque, notamment ce qui est associé directement aux biens.

Néanmoins, on a ainsi une évaluation des transferts de valeur réalisés entre pays par les multinationales.

On voit d'abord leur augmentation en % du PIB Mondial de 1970 à 2015, surtout à partir de 1985-88.

Ils représentent aujourd'hui 1.100 Mds de dollars US ! C'est considérable.

Et le premier pays vers lequel ils vont, ce sont les Etats-Unis, avec 515 Milliards de dollars ! C'est un flux de dollars. Un flux qui soutient le dollar. Un flux qui a besoin aussi du dollar.

On peut aussi en tirer une sorte de carte de l'impérialisme mondial : sur 200 pays dont on a les statistiques, 181 subissent un prélèvement de ce type, par les multinationales, en leur défaveur (en bleu sur la carte), tandis que seulement 19 pays en bénéficient (en rouge sur la carte). Vous les connaissez : le G7, + la Suisse + certains anciens pays coloniaux (Pays-Bas Danemark, Suède) et Israël. Mais aussi certains relais financiers comme le Liban ou les Iles Bermudes. Mais pas l'Irlande : les transferts entrent... mais ressortent.

Pour nombre de pays sous-développés, ces transferts ont pris en montant la place, partiellement ou presque en totalité, des prélèvements effectués autrefois par la dette publique.

Tunisie, Egypte : FMN -4% du PIB et Dette -4%

Brésil : -3 à -4 % du PIB

Afrique du Sud : - 4%, puis -2% du PIB

PECO (pays d'Europe centrale et orientale) : -4% du PIB

Vietnam : -7% du PIB (ce sont les transferts des migrants qui y équilibrent la balance)

Chine : en brut -5% (après un maximum à -8% en 2007-2008), mais c'est compensé en net par les transferts reçus de leur propres multinationales et des revenus financiers des placements chinois en Bons du Trésor US. Au total, on a presque un solde nul pour la Chine, à présent.

Il s'agit de relever le défi de la fonction nécessaire, mais d'une autre façon.

L'enjeu serait donc de permettre le partage et la co-production mais sans la domination impérialiste et sans la domination par la logique du capital, qui sont deux choses distinctes, bien que complémentaires. Au contraire les transferts, doivent être pensés avec des partages de charge et d'activité, organisés dans des ensembles non capitalistiques et pilotés par les besoins humains, les besoins des territoires et les besoins des biens communs et publics mondiaux, tout particulièrement le climat et la santé.

#### **b- Critique de la doctrine dominante de Politique économique envers les multinationales**

Cela a des conséquences importantes concernant la politique économique et les propositions sur lesquelles nous pourrions travailler, en lien avec les luttes.

Au contraire la doctrine de politique économique de nos dominants concernant les multinationales est la suivante. On la retrouve dans plusieurs rapports pour la commission européenne.

Les multinationales sont traitées dans le chapitre des investissements internationaux. (1) Un investissement international a un effet de **production**, il apporte une production (éventuellement). (2) Il a un effet de **diffusion** technologique (3) mais il peut créer un monopole et donc un effet de **rente**.

En conséquence, il faudrait favoriser les investissements internationaux car ils apportent production et technologie, mais mettre de la concurrence pour éviter les rentes.

C'est faire l'impasse sur trois choses majeures : d'une part l'effet de **transfert**, qui peut tout contrecarrer, tout inverser, et qui exige des réponses spécifiques nouvelles, tout un pilotage ; d'autre part le **partage des coûts** au sein d'un grand ensemble, qui demande de ne pas nécessairement morceler les concurrents en

petites unités atomisées ... mais un monopole est surtout un ensemble sous contrôle de capital financier sur-évalué et qui va donc exiger sa rente ; la troisième question est donc de favoriser des **coopérations sous d'autres formes** que capitalistiques dans un ensemble financier.

Au lieu de favoriser sans discernement les investissements internationaux « en soi », il y a toute une dialectique à maîtriser entre valeur ajoutée globale, ou mondiale, de la multinationale (VAg) et la valeur ajoutée disponible pour un territoire et une population (VAdt). Cette dialectique VAg/VAdt renvoie au débat actuel sur l'évasion fiscale, en l'élargissant à la question des critères de gestion et de pilotage, avec un contenu de classe moderne : les populations et leurs besoins de VAd *versus* le capital et ses besoins de profit financier.

### c- Hégémonie du dollar et multinationales

On pourrait montrer comment **l'hégémonie du dollar et des Etats-Unis** se nourrit de cela. Depuis 1960, les liquidités **entrent** aux Etats-Unis pour se convertir en dollar sous la forme : (a) d'investissements de portefeuille, c'est-à-dire très minoritaires, (b) de détention de bons du Trésor, (c) de rapatriements de bénéfices, (d) de paiements de services technologiques et de (e) réserves en dollar détenues par les étrangers (dont les banques centrales des autres pays). Cela permet au capital américain de **financer** (a) les prises de contrôle d'entreprises à l'étranger (sous forme d'investissements directs étranger) et (b) les achats de marchandises pour la consommation ou pour les intrants productifs. (c) Entre les deux, il y a un excédent, hormis quelques rares années de crise. Cet excédent peut s'élever à 100 ou 200 milliards de dollars et qui permet de financer à bon compte les dépenses publiques et informationnelles des Etats-Unis.

Le circuit du dollar est donc au cœur du fonctionnement du néo-impérialisme des multinationales de la révolution informationnelle et du CME en crise.

Il faudrait ajouter au tableau les besoins énormes d'avances avant de produire, prélevées sous forme d'emprunt liés à la création monétaire des banques centrales hors USA pratiquant des politiques de bas taux d'intérêt et qui entrent aux Etats-Unis.

#### **IV- Propositions : Une autre mondialisation, lignes d'alternatives**

Ainsi, en termes de propositions, les dispositions institutionnelles qui permettent la circulation financière sont déterminantes, de même que toutes les règles de propriété intellectuelle et de paiements technologiques ou de services (dits « invisibles »). D'autre part, se pose la question des droits et pouvoirs des salariés dans les entreprises. Et enfin toutes les institutions publiques au sens large : depuis les traités internationaux d'échanges et d'investissement, jusqu'au rôle des banques centrales et du dollar.

Ce n'est pas un hasard si les questions des droits de propriété intellectuels (DPI), du contenu des accords internationaux d'investissement, des prix de transfert, et des capacités humaines comme du développement territorial tendent dans tous les pays à venir en tête de l'agenda des luttes sociales comme de l'opinion. Cela renvoie, pour partie, à des besoins internationaux transversaux aux relations internationales de pays entiers.

La question d'une autre mondialisation est prioritaire à l'agenda, à la fois pour des raisons de classes et pour des raisons nationales, mais aussi pour des motifs civilisationnels et anthropologiques.

Nous pourrions avancer comme idée commune au niveau international, celle d'une mondialisation de développement des biens communs, pour une nouvelle civilisation de partage de toute l'humanité.

##### **1. Principes**

De nos jours, on l'a dit, limiter la rentabilité ou limiter son jeu, comme dans les recommandations de Keynes, voire en appeler simplement à « réguler » le marché financier n'est pas un moyen de sortir de la crise systémique. Ce ne sera pas suffisant pour éviter un nouvel éclatement de suraccumulation, avec le collapse qui s'ensuit. Il faut une logique « positive » alternative à celle du taux de profit, pas seulement en diminuer le niveau d'exigence.

Pour cela, nous devons agir aux trois pointes complémentaires du triangle systémique qui englobe l'activité économique de production (objectifs sociaux, moyens financiers, pouvoirs) et promouvoir d'autres critères d'efficacité que ceux de la rentabilité (les critères organisent et orientent les liens entre les trois pointes).

Cela rencontre aussi le développement culturel de la société, des peuples, leur exigence dans le monde entier à une démocratie réelle, effective et efficace, leur capacité à intervenir; avec les connaissances qu'ils ont sur leur travail, sur les technologies, sur leur territoire et sur la société elle-même, leur aspiration à une autogestion.

## **2- Les multinationales : 3 éléments**

### **a. Pour de Nouveau type de traités internationaux**

De nouveaux traités économiques internationaux sont nécessaires à la fois pour permettre les gains d'efficacité et contre la concurrence anti-sociale et anti-écologique. Il faut permettre les gains d'efficacité, mais selon une autre logique.

Ces traités auraient pour principe : la maîtrise du commerce et des investissements internationaux pour le co-développement des biens communs et pour l'emploi (emploi, santé, environnement) dans les différents pays concernés par les traités, c'est-à-dire d'inverser buts et moyens.

En effet actuellement, le but des traités (TAFTA, etc.) est le commerce international et les IDE en soi, par-dessus tout et à tout prix, au risque de détruire l'emploi la santé et l'environnement.

Le but serait : développer l'emploi, la santé et l'environnement dans les différents pays concernés. Cela inverserait les normes en faisant prédominer celles d'emploi, de santé et d'environnement : est-ce que le moyen (commerce international et IDE) permet de développer l'emploi, la santé et l'environnement chez les deux partenaires (ou plus) ?

De même que les traités actuels incluent des éléments institutionnels et de pouvoirs (instance supra-nationale de règlement des « différends », etc.), ces nouveaux types de traités incluraient des institutions et droits démocratiques nouveaux pour juger du développement effectif des biens communs, et avec des moyens financiers à l'appui (sanction mais aussi incitation, avec des fonds issus de taxations et des lignes de crédit bancaire).

Les traités actuels définissent aussi très étroitement le « revenu de l'investisseur » et le mettent au cœur de ce qui doit être protégé par le traité. Voyons bien l'entourloupe au passage : le revenu de « l'investisseur » c'est son profit, ce n'est pas du tout l'ensemble de la richesse créée, l'ensemble du

« revenu » sous-jacent à un investissement (la valeur ajoutée). Ces nouveaux traités mettraient en leur centre la production de richesses nouvelles et non le profit. Cette production restant soumise au but : être sociale, écologique et saine.

On peut imaginer des pénalités, dont l'utilisation serait gérée par les travailleurs des différents pays. Et on peut imaginer des incitations à de meilleures conditions sociales et écologiques, avec par exemple des lignes de crédit bancaire spécifiques, des bonifications de prêts sélectives et voire un crédit sélectif des banques centrales du Nord pour les pays du Sud ou de l'Est.

Il s'agit de permettre un véritable partage des ressources, notamment informationnelles, pour produire, d'orienter tout autrement ce partage et non pas de fermer les frontières, d'entrer dans une guerre économique, anti-sociale d'une autre façon que les traités actuels — ce qu'a engagé Trump, et ce que préconisent les divers nationalistes. Pour ce partage des ressources il s'agirait donc à la fois de redéfinir les transferts financiers dans le commerce international, dans les investissements internationaux, directs et de portefeuille, mais aussi d'agir au niveau des droits de propriété intellectuelle.

Il semble que c'est aussi ce qui se cherche dans les négociations Chine/USA dans le débat d'idées autour de traités « mutuellement avantageux » et avec des mécanismes communs d'évaluation. Je renvoie à un tout récent article de l'ambassadeur de Chine en France, paru dans *Les Echos*. Nous pouvons travailler cette tendance dans le bon sens.

## **b. Les règles de concurrence**

Actuellement le paradigme est : concurrence ou monopole. Le dispositif anti-trust des États-Unis favorise les « gros acteurs », tandis que l'Europe a l'obsession de la concurrence libre et non faussée. Les deux posent de graves problèmes.

Ne faut-il pas dépasser cette dichotomie en avançant sur l'idée de réseaux de **coopération productive et de recherche non capitalistiques et non financiers** ? Réseaux de coopération entre entreprises et réseaux de coopération des entreprises avec les services publics, des services publics démocratisés apportant non pas seulement un « cahier des charges » mais entrant dans un pilotage sous forme de co-construction de solutions par les

besoins, au lieu d'être dominés par les multinationales. J'ai en tête deux exemples : les GIE (groupement d'intérêt économique, forme de coopération non capitalistique, comme l'a été Airbus à sa création et pendant plusieurs décennies), mais aussi l'invention du TGV qui n'a été possible que parce qu'un service public ; la SNCF, l'a pilotée dans un partenariat avec la CGE (ancêtre d'Alstom) et avec pour une part des avances de fonds publics ne réclamant pas le taux de rentabilité du privé.

Dans quelle mesure ne faut-il pas penser aussi des **co-nationalisations** ? pour dépasser le dilemme nationalisation/multinationales.

### c. Droits des travailleurs, pouvoirs, information, services publics

Les droits des travailleurs sont une question fondamentale pour agir sur les décisions des entreprises mais aussi pour garantir des droits sociaux et diminuer l'intensité de la concurrence anti-sociale.

Il s'agirait de promouvoir des **accords sociaux** au sein des multinationales, par exemple sur le niveau des salaires et leur revalorisation, s'imposant aux filiales par-dessus les conditions du pays d'implantation des filiales, quand ces accords sont plus favorables.

Il s'agirait aussi du débat et de la négociation dans des instances mondiales ou zonales de groupes (comme les comités européens de groupe) : le débat et la **négociation sur les investissements eux-mêmes, avec la possibilité d'alternatives pour d'autres production et d'autres d'investissements**, en lien par exemple avec l'exigence de production écologique qui monte de la société civile. Cela nécessite une transparence sur l'information, mais aussi un appui par les services publics pour élaborer ces propositions, et utiliser l'information (par exemple pour connaître la VAg et la VAdt). Cela nécessite aussi de disposer de financements communs, notamment de banques publiques, alternatifs à ceux apportés par les actionnaires en lien avec la possibilité de stopper certains projets sur des critères sociaux ou écologiques ou sanitaires. C'est ce que nous appelons un droit de veto suspensif pour des contre-propositions.

Enfin, il y a la question des droits d'intervention, ou au moins de co-décision, sur **les cessions des brevets ainsi que sur la fixation des règles** et montants de valorisation des royalties et de la propriété intellectuelle. Ce ne sont pas du tout des questions purement techniques mais des enjeux majeurs de la lutte des

classes moderne qui renvoient à la maîtrise du développement économique et technologique et au pompage des richesses créées par les travailleurs.

Cela implique la mise en place d'instance mondiale de coordination entre les services publics fiscaux, vers une sorte de **service public mondial inter-étatique** de suivi et de maîtrise de l'activité des multinationales ouvert aux salariés et aux populations. C'est un peu ce que je mets, pour ma part, derrière la proposition de **COP fiscale et financière** sur les multinationales et l'évasion fiscale formulée par les communistes Eric et Alain Bocquet.

## **2. Le Dollar, la Création monétaire, les banques centrales, luttes en développement**

La maîtrise sociale de la création monétaire (par les banques et par les banques centrales) est une alternative au capital financier, si nous promouvons cette création selon d'autres critères d'utilisation de l'argent et avec de nouveaux pouvoirs démocratiques des citoyens et des travailleurs, conjugués sur les banques émettrices et sur les entreprises utilisatrices des crédits ou sur les Etats.

Les peuples luttent implicitement pour cela en Europe lorsqu'ils protestent contre l'action de la BCE (banque centrale européenne) et contre les conditionnalités anti-sociales imposées en même temps que les prêts par la sinistre troïka (BCE, Commission, FMI). De même les peuples du Sud qui luttent contre les multiples « plans d'ajustement structurels » néo-coloniaux du FMI et de la Banque Mondiale. A présent, en Europe aussi, la « question de la dette » est utilisée en permanence pour justifier l'austérité. Pourtant ce sont les conditions de cette dette qui posent problème : niveau des taux d'intérêt, dépenses cibles, pouvoirs exercés par les marchés financiers.

Et cela va revenir avec la crise financière « qui vient » dans un contexte de rétrécissement considérable des marges manœuvre des banques centrales.

Plus largement, la question du dollar est centrale, en conjugaison avec celle de l'impérialisme.

Il faut bien voir que le rôle impérial du dollar va bien au-delà de sa domination dans les échanges de marchandises comme « intermédiaire des échanges », qui

alimente la demande mondiale en dollar, ou comme « unité de compte », soumis aux variations de son taux de change et incite à la localisation des multinationales en « zone dollar ». Son rôle de réserve de valeur est considérable, car il force les détenteurs à le conserver et à soutenir sa valeur, alimentant ainsi une confiance spéculative dans le dollar, ce rôle est décuplé par tous les rapatriements de bénéfices dont j'ai parlé plus haut. Mais son rôle comme monnaie mondiale de crédit est peut-être encore plus important. Le dollar est une pompe aspirante et refoulante de tous les capitaux mondiaux.

Un seul Etat, celui des Etats-Unis a le privilège de l'émettre librement et à un coût nul. Dans le même temps, le dollar est toujours convertible (de par la transformation des institutions de Bretton-Woods dans en 1971 et 1973). Sa position dominante dans la demande de monnaie les détentions comme monnaie de réserve de valeur mondiale fait que l'émission d'énormes liquidités en dollars a de faibles effets sur sa valeur comme sur sa crédibilité. On dit, pour simplifier, que grâce au dollar, les Etats-Unis financent librement leur déficit budgétaire.

A travers le dollar, c'est un site et un Etat qui est renforcé, mais il est aussi au carrefour du rôle des multinationales comme de la domination informationnelle impériale mondiale des multinationales Etats-Unis. C'est bien un instrument impérial contre les peuples, y compris le peuple américain (états-unien) lui-même.

On l'a dit le dollar agit comme une pompe aspirante et refoulante, pour la domination prédatrice des multinationales états-uniennes sur le monde et leur avance informationnelle, pour l'accumulation financière et matérielle.

Or, il faut financer le développement des biens communs du monde, depuis le climat jusqu'à l'alimentation, en passant par la culture, l'éducation, la technologie, l'énergie, jusqu'à la protection sociale et l'emploi. Ce besoin mondial commun ne peut être l'apanage d'une devise rattachée à un seul pays, avec tous les monopoles que cela implique et qu'on voit, et tous les effets pervers. Ni celui d'une devis qui, comme le dollar-US, loin d'être dans les mains du bien commun du peuple américain vise avant tout l'accumulation financière et matérielle.

**a. Principes : Le dollar est un point sur lequel nous pourrions chercher à agir ensemble**

Une alternative au dollar comme monnaie commune mondiale, de fait, est nécessaire par une profonde réforme du FMI et par un développement des DTS

(droits de tirage spéciaux). Les droits de tirage spéciaux sont un embryon de monnaie internationale, construit à partir d'un panier de monnaies et gérés par le FMI. Il peut les attribuer aux pays membres, par création monétaire. Il ne l'a fait que trois fois dans son histoire : en

Nous proposons, pour aller vers une monnaie mondiale commune alternative au dollar, d'élargir le panier de définition des DTS et en émettre une quantité importante selon d'autres critères. Il s'agirait d'émettre des DTS (1) pour le co-développement des peuples (développement de la protection sociale, services publics) et (2) pour les banques centrales nationales si elles pratiquent un nouveau crédit bancaire sélectif dirigé vers l'investissement efficace des entreprises qui développent l'emploi et la production réelle (valeur ajoutée). Cela suppose et va de pair avec un FMI profondément refondu, et progressivement mis sous l'égide de l'ONU.

La récente création de la nouvelle banque de développement des BRICS ou de la Banque du Sud, ou de la Banque des infrastructures, toutes trois impulsées par la Chine pourrait être un pas en cette direction... Ou pas !

Cela dépend du contenu et de l'orientation c'est à dire des critères : critères de contenu *versus* critères de nationalité ?

On pourrait donc travailler d'une part sur l'idée d'une monnaie mondiale alternative au dollar, à partir des DTS. Dans l'immédiat en commençant par doter un Fonds mondial dédié aux Biens communs et aux services publics (y compris la protection sociale). Ce Fonds mondial pourrait être doté d'une gouvernance démocratique, Il agirait avec des critères précis, pratiquerait un suivi et pourrait être placé sous l'égide de l'ONU (ou le suivi de ses actions). Faut-il y ajouter d'emblée l'emploi ? Peut-être.

En tout cas remarquons que les ordres de grandeurs montrent que ce Fonds devrait avoir une dimension conséquente. Ainsi, le seul objectif climat nécessiterait d'après le GIEEC de dépenser 2,5% du PIB pour limiter le réchauffement à 1,5 °, soit autour 2.500 Md€ d'investissements supplémentaires.

## **b- Services publics et dépenses publiques**

Les DTS émis et disponibles dans ce Fonds pourraient être dotés aux Etats à un taux d'intérêt proche de zéro, en échange de titres de dette publique qui ne

circuleraient pas sur les marchés financiers, si ces titres correspondent à des dépenses publiques développant la protection sociale et les services publics, y compris ceux concernant l'écologie.

### c- Emploi et nouvelle production

Ce Fonds pourrait participer à re-financer les banques centrales des pays avec taux très bas, proche de zéro, d'autant plus abaissés que celles-ci refinancent des crédits aux investissements matériels et de recherche qui développent l'emploi et les économies de rejets polluants, à commencer par les rejets de gaz à effet de serre. Les montants devraient être guidés par les besoins de développement, tout particulièrement le poids démographique des pays.

Nous pourrions travailler aussi sur le rôle des banques centrales nationales en visant des éléments communs, si possible.

### Conclusion

Face au paroxysme de la crise du CME, certains pourraient imaginer qu'un CMIE serait possible ? J'entends un CM « International » d'Etat. C'est au contraire une grave illusion, qui sous-estime les profondes contradictions internes et les rivalités entre Etats, ainsi qu'entre les Etats et le grand capital lui-même. On pense au reproche de Lénine à Boukharine sur sa vision linéaire d'un monde dont Boukharine prétendait qu'il allait vers une seule et unique firme mondiale...

Cela sous-estime aussi le rôle unilatéral et impérial joué par le Dollar. Bref cela sous-estime l'ampleur systémique de la crise du CME.

Mais cela ne doit pas nous conduire à omettre le besoin de bataille sur les **institutions mondiales**, sa radicalité pour chercher le compromis du niveau le plus élevé, qui permette d'avancer et de sortir le monde du risque de barbarie et d'effondrement où il se trouve.

\*\*\*

Des propositions à la fois radicales et immédiates. nécessitent d'être soutenues et promues par des campagnes d'action, d'idées et de formation tenaces et créatives, auprès des différentes catégories de travailleurs.es, des citoyens impliqués dans les mouvements sociaux écologiques, ou des différents

mouvements pour les services publics, ainsi que dans la jeunesse, dans les milieux intellectuels, etc.

Le mouvement révolutionnaire et progressiste est parfois hésitant à utiliser et promouvoir des propositions dans une véritable lutte de masse.

L'agenda est celui d'un rapprochement des revendications et de leur convergence sur l'emploi, la protection sociale et les services publics. Il est aussi celui de rapprochements avec les gens de gauche, les partis, les syndicalistes qui rejettent l'austérité.

Mais en parallèle — et partiellement en contradiction — nous avons besoin de faire grandir la nécessité de changements cohérents et réellement radicaux, ... et l'appropriation de leur contenu ! C'est-à-dire : ne pas se contenter de limiter la logique dominante, ou de revenir au dit « keynésianisme » d'autrefois.

Par exemple, si nous suivions Joseph Stiglitz, ou encore la MMT (*modern monetary theory*) de Stéphanie Kelton, économiste de Bernie Sanders, plaidant tous deux pour plus d'inflation et plus de crédit, sans autre précision concernant les changements sur l'utilisation des crédits et leurs critères, cela nous mènerait vers plus... mais pour le capital ! Un aggravement de la situation pour les peuples.

La tâche d'unité et de clarté n'est pas facile, mais c'est la seule voie, à condition de l'identifier et d'aider à en prendre conscience. « L'union est un combat » comme disait le dirigeant communiste français Etienne Fajon. Encore nous appartient-il, comme parti communiste, d'en clarifier le sens et les enjeux.

Nous devons systématiquement exiger d'autres contenus, tout particulièrement d'autres critères d'utilisation de l'argent, et revendiquer des pouvoirs démocratiques dessus. Pouvoirs et logique de l'argent sont deux questions inséparables.

Les marxistes se doivent de combiner lutte d'idées et luttes sociales, expérimentations pratiques pour une autre utilisation de l'argent, dans une conception de la révolution à la fois graduelle et radicale.

De nouvelles convergences peuvent être poussées au niveau international, aussi bien dans la dénonciation que dans les revendications (ou propositions).

Certains en ont appelé à une nouvelle internationale communiste. C'est stimulant. Mais je pense, comme je l'avais répondu à Pékin à Samir Amin (congrès mondial de marxisme de mai 2018), que cela sous-estime la diversité de nos approches théoriques, même entre marxistes, et nos différences, ainsi que le besoin d'une nouvelle conception de fond y compris sur le mode de travail.

En revanche, une organisation internationale d'action et d'échanges théoriques (y compris politiques) en vue de quelques objectifs fondamentaux, mais relativement précis serait absolument nécessaire, possible et pourrait permettre de dépasser la situation actuelle de fractionnement.

Un agenda décisif tant pour les travaux théoriques que pour les initiatives théoriques est celui des alliances face à la domination du capital financier dans le monde et des revendications communes à construire. Il pourrait s'agir d'affirmer le besoin commun de se libérer de la domination du capital financier pour donner une priorité à la réponse aux besoins sociaux humains.

Nous pourrions aussi alerter en commun sur les risques croissants d'une nouvelle crise financière et les risques que le capital financier fait courir à l'écologie. Il s'agit à gauche d'unifier et de dépasser d'une part les visions social-démocrates de conciliation avec le capital et de pure redistribution, au moment même où celles-ci tentent un renouvellement de façade en utilisant le vocabulaire de dénonciation du capital (de Stiglitz à Piketty), voire en s'intéressant aux entreprises, comme les approches gauchisantes et nihilistes qui nient l'importance des institutions à créer et de la recherche de compromis viables et radicaux à la fois, le besoin de critères rigoureux et la possibilité de démocratie. Les uns majorent la conservation, les intérêts établis et minorent l'adversité des logiques dominantes, les autres majorent la destruction et minorent la communauté croissante d'intérêts du monde du travail, de la création et du développement réel, coopératif.

Cela pourrait être porté par une campagne commune et convergente pour une autre mondialisation, contre le coût du capital — face à la bataille menée contre le dit « coût du travail » — et contre la domination du capital dans le monde.

Cette autre mondialisation c'est celle du co-développement des peuples, qui vise la sécurisation de tous les moments de la vie de chacune et chacun, avec un autre

type de démocratie et une autre utilisation de l'argent, vers un monde de développement des biens communs.